



## **DECLARATION LIMINAIRE DE L'UNSA EDUCATION AU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION DU DEPARTEMENT DE L'ISERE du 23 janvier 2023**

**Monsieur le DASEN,**

**Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD**

Nous nous retrouvons aujourd'hui en CSA-SD après nous être réunis vendredi en CSA de proximité mais ce n'est pas parce que nous changeons d'instance que nous changerons de discours. Vous reconnaîtrez donc le positionnement de l'UNSA-Education ci-après :

Ce premier CSA-SD se tient quelques jours après une journée de très forte mobilisation contre la réforme des retraites, une réforme injuste et injustifiée qui fait peser sur les seul.e.s salarié.e.s le poids des mesures. Le recul de l'âge légal de départ à 64 ans et l'accélération de l'augmentation de la durée de cotisation pour un départ à taux plein sont une punition.

Les derniers sondages montrent qu'une majorité de français ne veulent pas de cette réforme. Dans l'Education Nationale, nos collègues se sont mobilisés de manière massive pour dire NON !

Le gouvernement doit entendre la gronde des françaises et des français et revoir sa copie.

Pour l'UNSA comme pour toutes les organisations syndicales, une seule exigence : « ni un jour, ni un mois, ni un an de plus ! ».

**Concernant l'ordre du jour de ce CSA-SD et la préparation de rentrée dans notre département,** nous ne pouvons que constater que les ministres passent mais que les habitudes persistent.

En effet, la méthode Ndiaye n'a rien à envier à la méthode Blanquer.

Elle est encore plus méprisante autant sur le fond que sur la forme à tous les niveaux de la maison Education Nationale, pour les enseignants, les chefs d'établissements, les services déconcentrés...

Les mesures continuent à être annoncées par voie de presse, sans concertation aucune : ni avec les organisations syndicales, ni dans les instances, ni avec les organismes consultatifs et sont totalement déconnectées de la réalité de terrain !

Parce qu'après avoir voulu tuer le lycée, ce gouvernement s'attaque au collège avec des mesures sans ambition qui ne règlent en rien les difficultés de son fonctionnement.

Pour **l'Unsa-Education**, c'est une refondation du collège en lien avec de nouvelles méthodes d'apprentissage et de véritables regards croisés dont le système scolaire français a cruellement besoin. Force est de constater qu'on en est bien loin...

Si la remédiation en groupes restreints pour prévenir et pallier les difficultés scolaires s'avère indispensable, elle ne doit pas être le seul levier à actionner et surtout pas s'envisager sans moyens supplémentaires ni au détriment d'une des disciplines expérimentales, la technologie, au seul prétexte qu'elle est déficitaire en

termes d'enseignants. Nous dénonçons là une hiérarchisation des disciplines qui est inacceptable ! Ce gouvernement doit sortir de sa logique comptable et un peu mieux considérer élèves, enseignants, personnels encadrants et agents des services de gestion avant de sortir de son chapeau des annonces sans aucune justification pédagogique et sans faisabilité aucune !

Faire intervenir des professeurs des écoles en sixième ? Comme s'il fallait se rattraper d'un travail mal fait à l'école ou comme si les enseignants du second degré ne savaient pas faire ! Mais combien de PE seront volontaires après leur journée de travail et leurs préparations ou le mercredi matin pour venir assurer des heures dans le second degré ? A-t-on seulement chiffré le nombre d'entre eux qui « devront » être volontaires pour faire fonctionner cette initiative ?

Concernant « Devoirs faits », comment rendre obligatoire pour les élèves de 6ème ce dispositif sans l'intégrer dans le temps de service des enseignants et au risque de priver totalement les élèves à besoin dans les 3 autres niveaux du cycle 4 ?

Comment, enfin, faire tenir ensemble toutes ces contraintes nouvelles dans le calendrier d'une préparation de rentrée déjà engagée à cette heure et surtout sans aucun texte qui le justifie ? Sachez Monsieur le DASEN que l'UNSA-Education prendra toutes ces responsabilités dans les établissements en conseil pédagogique et en conseils d'administration. Préparer une rentrée sur du provisoire encore plus provisoire qu'à l'habitude, quel sens à cela ? Le B.O.FMTV est sorti, pas le décret ! Faire pour défaire puis refaire, ce n'est pas ménager les agents.

Pour **l'Unsa-Education**, les solutions sont ailleurs parce que ce n'est pas de quantité dont les élèves ont besoin mais bien de qualité ! Il faut se tourner vers les Rased qui doivent être valorisés en retrouvant les moyens qu'on n'a cessé de leur retirer. De plus, ils doivent pouvoir trouver toute leur place en collège en lien étroit avec les PsyEN. Effectifs en hausse croissante, suppressions de postes, annonces surprises n'aideront évidemment pas à l'individualisation des enseignements ni à la pleine maîtrise des compétences du socle.

Pour **l'UNSA Education**, si le collège a besoin d'évolutions, il en mérite de bien plus efficaces et de bien plus ambitieuses.

Le ministre doit revoir sa copie car s'il nous a entendu, en mauvais élève, il n'a pas lu la consigne jusqu'au bout : notre demande depuis de nombreuses années c'était certes moins d'HSA mais surtout plus d'heures postes !

Malheureusement, les chiffres sont sans équivoque : pour préparer cette rentrée dans le second degré au niveau national, c'est 481 emplois qui sont encore supprimés. Dans notre académie, le solde est négatif sur tous les plans : -5 ETP en HP et -4 ETP en HSA.

Vous êtes à contresens Monsieur le Ministre : plus de postes, plus d'enseignants, moins d'élèves par classe, voilà l'orientation qu'il faut prendre pour donner une chance à chaque élève de réussir et aux agents de s'épanouir !

**Pour l'UNSA Éducation,**

**Sophie Descaux  
Gaétan Raffin  
Serge Ravel**